**Communiqué de presse** - 25 novembre 2026

# Investir aujourd'hui, payer moins demain : l'étude « Coût de l'inaction dans les réseaux d'eau » révèle qu'1 € investi génère au minimum et en moyenne 2 € de valeur créée

**Une étude inédite portée par Les Canalisateurs, avec le soutien financier de la Fondation Excellence SMA et l'expertise du cabinet indépendant Citizing, démontre que le renouvellement et la modernisation des réseaux d'eau créent une valeur économique, sociale et environnementale largement supérieure au coût des travaux. À travers l'analyse de six projets représentatifs en France, elle met en évidence les conséquences financières du report des investissements et invite les décideurs à changer de regard sur la gestion de ce patrimoine essentiel.**

Le vieillissement des réseaux d'eau potable, indispensables aux territoires, conjugué à l'évolution des besoins et aux effets du changement climatique, rend leur renouvellement de plus en plus urgent. Mais au rythme actuel, il faudra plus d'un siècle et demi pour rénover leur totalité, alors que leur durée de vie théorique moyenne ne dépasse pas 80 ans. Plus de 40 % des canalisations d'eau potable ont déjà dépassé 50 ans d'existence. Le déficit d'investissement annuel est, quant à lui, évalué à 2 milliards d'€.

Face à ce constat, Les Canalisateurs ont souhaité objectiver les bénéfices des investissements dans les infrastructures d'eau et mesurer ce que coûte réellement l'absence ou le report de travaux. La conclusion est sans équivoque : **investir dans les réseaux d'eau, c'est éviter des dépenses futures, limiter les dommages et créer de la valeur durable pour les territoires.**

## Six projets pour mesurer concrètement le coût de l'inaction

**En Nouvelle-Aquitaine,** la création d'une conduite de transfert par le SIAO de Carbon Blanc pour sécuriser l'alimentation en eau potable face à la croissance démographique et aux épisodes de fortes chaleurs.

**En région PACA**, le renouvellement du canal de la Rive Droite du Var par la Métropole Nice Côte d'Azur, une infrastructure stratégique présentant plus de 80 % de pertes d'eau

**En Île-de-France**, le renouvellement préventif d'une conduite vétuste à Chaville par le SEDIF, afin d'éviter l'augmentation des fuites et des ruptures d'approvisionnement.

**En Normandie**, la construction d'un bassin tampon et le renouvellement d'un poste de refoulement par la Communauté urbaine d'Alençon, pour réduire les déversements d'eaux usées dans la Sarthe.

**En Occitanie**, la réorganisation des réseaux de transfert des eaux usées de la Vaunage par Nîmes Métropole, pour limiter les infiltrations d'eaux parasites et les rejets dans le milieu naturel.

**En Auvergne-Rhône-Alpes**, le renouvellement du réseau d'irrigation de la plaine de Chomérac par le SDEA, afin de préserver la ressource en eau et de sécuriser l'activité agricole.

Pour chaque projet, l'évaluation compare les effets d'un investissement réalisé à ceux d'un scénario de référence correspondant à une absence ou report de travaux. Elle prend en compte les conséquences économiques, sociales et environnementales sur une période de 50 ans.

Cette approche, fondée sur la méthodologie de l'évaluation socio-économique des projets d'infrastructures reconnue et encadrée par l'État, permet de dépasser la seule lecture budgétaire des travaux. Elle intègre notamment les dépenses de maintenance évitées, les pertes d'eau réduites, les achats d'eau d'urgence supprimés, les économies d'énergie, les dommages environnementaux évités et les bénéfices pour les usagers.

## Des résultats qui démontrent la rentabilité collective des investissements

Les six études de cas mettent en évidence un constat commun : le coût des travaux doit être mis en regard de l'ensemble des dépenses et des dommages que leur absence aurait engendrés. **L'étude révèle qu'1 € investi génère au minimum 2 € de valeur créée pour les six projets en moyenne, soit de 1,38 à 3,2 € de valeur créée.**

**Carbon Blanc : 1 € investi génère au minimum 2,70 € de valeur créée.** La nouvelle conduite de transfert sécurise l'alimentation de dix communes et de 21 402 usagers. Elle permet notamment d'éviter les interventions d'urgence, les achats d'eau embouteillée et les pertes d'exploitation des commerces lors des épisodes de forte chaleur. La valeur actuelle nette socioéconomique du projet est estimée à environ 2,2 millions d'€.

**Métropole Nice Côte d'Azur : 1 € investi génère au minimum 1,90 € de valeur créée.** Le renouvellement de 4,2 kilomètres du canal de la Rive Droite du Var permet d'éviter 1,15 million de m³ de pertes d'eau par an. À ces bénéfices s'ajoutent la réduction des interventions de maintenance, des achats d'eau d'urgence et des consommations énergétiques. La valeur actuelle nette socioéconomique atteint environ 5 millions d'€.

**SEDIF à Chaville : 1 € investi génère au minimum 1,60 € de valeur créée.** Le renouvellement préventif de 300 mètres de canalisation permet d'améliorer le rendement du réseau de 70 % à 90 % et d'éviter des interventions d'urgence dont la fréquence aurait fortement augmenté avec le vieillissement des conduites. La valeur actuelle nette socioéconomique est estimée à environ 219 000 €.

**Communauté urbaine d'Alençon : 1 € investi génère au minimum 1,38 € de valeur créée.** Le bassin tampon de 700 m³ contribue à réduire les rejets d'eaux usées dans la Sarthe et à préserver la qualité du milieu naturel. Le projet présente une valeur actuelle nette socioéconomique positive d'environ 794 000 €.

**Nîmes Métropole : 1 € investi génère au minimum 1,4 € de valeur créée.** La réorganisation des réseaux de transfert de la Vaunage permet de limiter les infiltrations d'eaux parasites, les surcharges hydrauliques, les déversements dans le milieu naturel et les interventions de maintenance. La valeur actuelle nette est socioéconomique estimée à environ 2 millions d'€.

**SDEA, plaine de Chomérac : 1 € investi génère au minimum 3,20 € de valeur créée.** Le renouvellement du réseau d'irrigation permet d'éviter 1,2 million de m³ de pertes d'eau par an, de réduire les dépenses énergétiques et de maintenance et de sécuriser la production agricole. La préservation des paysages agricoles et l'amélioration de la santé mentale des agriculteurs figurent également parmi les bénéfices évalués. La valeur actuelle nette socioéconomique atteint environ 11 millions d'€**.**

Ces résultats sont d'autant plus remarquables qu'ils reposent sur des hypothèses conservatrices. Certains bénéfices, pourtant identifiés, n'ont pas pu être monétarisés faute de données suffisantes ou de méthodes de valorisation adaptées. C'est notamment le cas de l'amélioration de la continuité du service, de la confiance des usagers, de la réduction des perturbations quotidiennes ou encore du renforcement de la résilience des territoires. **La valeur réelle des investissements est donc potentiellement supérieure aux montants présentés.**

## Reporter les travaux : une économie apparente qui se transforme en surcoûts

L'étude met en lumière les mécanismes par lesquels le vieillissement des réseaux et le report des travaux génèrent des coûts croissants.

Pour l'eau potable, les fuites et casses entraînent des pertes de ressource, des dépenses énergétiques inutiles, des interventions de maintenance répétées et des risques d'interruption de l'approvisionnement. Dans un contexte de changement climatique et d'évolution démographique, ces fragilités peuvent aussi accentuer les tensions sur la disponibilité de l'eau.

Pour l'assainissement, les défauts d'étanchéité favorisent les infiltrations d'eaux parasites, qui surchargent réseaux et stations d'épuration. Ils augmentent les coûts de traitement et les risques de déversements d'eaux usées dans les milieux naturels, avec des conséquences environnementales et sanitaires.

Pour l'irrigation, la dégradation des canalisations se traduit par des pertes d'eau importantes, des surcoûts d'exploitation et des interruptions qui peuvent compromettre les récoltes et fragiliser les exploitations agricoles. Dans tous les cas, le report des investissements ne supprime pas la nécessité des travaux : il laisse se poursuivre les dysfonctionnements et accumule les coûts jusqu'à une intervention souvent devenue incontournable.

## Faire de la gestion des réseaux une priorité stratégique des territoires

Au-delà de la démonstration économique, cette étude constitue un outil d'aide à la décision pour les collectivités et les maîtres d'ouvrage. Elle invite à intégrer davantage les bénéfices collectifs et de long terme dans les arbitrages budgétaires et à considérer le renouvellement des réseaux non comme une simple dépense, mais comme un investissement patrimonial, économique et environnemental.

La connaissance de l'état réel des infrastructures est un préalable essentiel pour cibler les interventions là où elles sont les plus utiles : taux de fuite élevés, vieillissement des canalisations, vulnérabilités climatiques, risques de pollution ou évolution des besoins des territoires.

Dans un contexte de tension sur les finances publiques et de pression croissante sur la ressource en eau, une question doit désormais guider les décisions : **il ne s'agit plus seulement de savoir combien coûte l'investissement, mais combien coûtera le fait de le reporter.**

**Investir aujourd'hui dans les réseaux d'eau, c'est préserver la ressource, protéger l'environnement, garantir la continuité des services essentiels et maîtriser les dépenses de demain. C'est aussi faire le choix de territoires plus résilients et mieux préparés aux défis climatiques et démographiques.**

**Téléchargez l'étude complète sur**
**https://www.canalisateurs.com/actualites/etude-le-cout-de-linaction-dans-les-reseaux-deau**

**Les Canalisateurs, organisation professionnelle membre de la Fédération Nationale des Travaux Publics,** fédère 350 entreprises, de toutes tailles, spécialisées dans la pose et la réhabilitation de réseaux d'eau potable, d'eaux usées et pluviales, d'irrigation, de gaz et fluides divers, qui emploient 35 000 salariés. 2e syndicat de spécialité de la FNTP, l'organisation a pour objectif de défendre et promouvoir les intérêts de ses membres qui œuvrent pour la modernisation et la rénovation de ces infrastructures, garantissant ainsi la préservation de ce bien commun essentiel à tous et le maintien d'un service de l'eau de qualité qui contribue au confort de chaque citoyen. Son organisation en délégations régionales lui permet aussi de maintenir des liens de proximité et de disposer d'une vision locale.
www.canalisateurs.com / @Canalisateurs - In : https://www.linkedin.com/company/canalisateurs

**En France, les réseaux de canalisations constituent un patrimoine évalué à plus de 300 milliards d'euros.** Près d'1 million de km forme le linéaire d'eau potable et près de 400 000 km celui des réseaux d'assainissement *(source Sispea 2025, données 2023)*. Le linéaire de gaz distribution forme près de 206 000 km *(source GRDF Gaz 2023),* celui du transport de gazoducs près de 39 000 km *(source Natran 2024 et Teréga 2024)*. Les réseaux de thermie couvrent près de 8 000 km pour les réseaux de chaleur et près de 300 km pour les réseaux de froid *(source Fedene 2025, données 2024)*. `